

LA DÉMOCRATIE MUTILEE

Le rideau est tombé sur les élections communales au Maroc. Au niveau des résultats annoncés, le scénario prévu par le pouvoir, orchestré et exécuté de main de maître par l'administration s'est globalement réalisé. La carte politique souhaitée est sortie des urnes en Plexiglas: un tiers des sièges pour la Droite (groupe Wifac), un tiers pour la Gauche (Koutla ou Bloc démocratique) et le dernier tiers pour le Centre (Rassemblement National des Indépendants) et les Sans Appartenance Politique.

On entend ici par « Droite », non pas les représentants d'une bourgeoisie jalouse des valeurs démocratiques et libérales, mais un conglomerat de partis sans assises historiques ou populaires, dévoués à l'administration et au Makhzen (pouvoir central féodal) car fabriqués par lui en fonction de ses besoins électoraux. Fortement imprégnés de la mentalité féodale, ils constituent un appendice et, à l'occasion, une caisse de résonance de l'administration-makhzen s'alignant sur toutes ses positions et décisions.

Le « Centre », étiquette dont s'est affabulé le R.N.I. pour la circonstance, n'est qu'une variante de ces partis, communément appelés « partis de

l'administration ». C'est un tampon que le pouvoir peut additionner dans ses calculs politiques à tel ou tel groupe pour confectionner une carte politique à géométrie variable recomposable à volonté. Sous l'ancien gouvernement dirigé par Karim Lamrani, le R.N.I. a été officiellement chargé de jouer l'opposition au gouvernement... Son président et gendre du Roi a été officiellement et publiquement chargé de cette tâche. Aujourd'hui, son rôle se trouve effectivement au centre du jeu de la démocratie façon makhzen. Si les élections législatives aboutissent comme prévu à la même configuration politique, il pourra soit additionner ses sièges à ceux du Wifak pour former une « majorité de droite » comme à l'accoutumé, soit les additionner à ceux de la Koutla pour former une coalition gouvernementale et permettre l'alternance tant souhaitée par le pouvoir. Les Sans Appartenance Politique ont traditionnellement constitué les noyaux des futurs « partis de l'administration » fabriqués au gré des consultations électorales. Avec presque 12% des sièges, ils constituent un autre paramètre très malléable et non négligeable dans le jeu de

la carte politique modulable à souhait.

La Koutla, ou Bloc démocratique regroupant les partis d'opposition représentés au parlement, s'est liée par un « pacte d'honneur » (que nous avons qualifié de marché de dupes) avec l'administration. Selon ce pacte, elle s'est engagée par avance à ne pas remettre en cause les résultats des élections. En contrepartie, l'administration s'est engagée à ne pas les truquer comme ses précédentes. La Koutla escomptait remporter la majorité aux élections communales, prélude à la majorité parlementaire et au gouvernement de

« l'alternance ». L'objectif d'accéder au gouvernement est devenu pour ses principales composantes un objectif prioritaire au-dessus de toutes autres considérations. Aussi bien celles concernant la nécessité d'un programme électoral (inconnu à ce jour) que celles relatives aux alliances contre nature. Dans son discours et son approche des fameuses échéances électorales, la Koutla se voyait déjà au gouvernement... C'était sans compter avec la vraie nature de l'administration et le rôle qui lui est dévolu dans le ca-

dre de la démocratie contrôlée façon Makhzen.

MÉTHODES ANCIENNES ET INNOVATIONS

Certes, nous n'avons pas assisté cette fois-ci à l'intervention massive de l'administration au premier degré : modification des contenus des urnes, modification au niveau central des résultats des bureaux de vote, intervention directe en faveur des candidats « pressentis »...etc. L'administration-makhzen a fait évoluer ses méthodes devenues indirectes, subtiles, sophistiquées, diffuses et généralisées... L'objectif le plus important pour le pouvoir était de tracer le scénario et le contour général de la future carte ou paysage politique marocain : grossomodo 1/3 des sièges pour chaque groupe. Ainsi toutes les cartes politiques resteraient entre ses mains pour modeler et décider des majorités à volonté. Cet objectif central tracé, on pourra en déduire les détails au niveau de chaque circonscription en favorisant globalement telle ou telle tendance. Les méthodes d'intervention pour réaliser le détail sur le plan local du plan établi à l'échelle nationale doivent être en priorité indirectes : pressions, intimidations, provocations et encouragement des scissions au sein des partis d'opposition, campagne indirecte en faveur des candidats « pressentis », achats de voix auprès des nécessiteux, encouragement de la corruption et de l'utilisation de l'argent sale, constitution de milices et violence organisée entre candidats...etc. Si ces méthodes s'avèrent malgré tout insuffisantes, on passera la main aux anciennes méthodes qui

ont déjà fait leurs preuves : intervention et truquage directs, répression, violence, arrestations et procès arbitraires...

Force est de constater que l'administration a réussi dans son entreprise. Les résultats sont là, tels que décidés à l'avance, et de plus, la mentalité féodale s'est généralisée en tant que mentalité dominante. Le viol des valeurs démocratiques se fait au grand jour, par tous les protagonistes. Achat de voix et de sièges, corruption et soudoiement sont monnaie courante dans le cadre de la « campagne électorale »!...

L'administration-Makhzen n'a pas truqué les élections à elle seule mais avec le consentement, ou du moins l'acceptation du fait accompli par les participants. La Koutla ne peut se targuer d'avoir que des élus propres. Plusieurs parmi eux ont eu recours, ici ou là, à l'achat de voix et à la corruption. Parfois, dans le cadre du scénario tracé, le truquage direct ou indirect s'est fait en faveur du candidat de la Koutla pour la réalisation des quotas désirés par le pouvoir. Les citoyens nécessiteux se sont avérés corruptibles : est-ce la faute de l'administration ?...

Les milices des candidats ont exercé enlèvements et violences. Des manifestations de citoyens contre le truquage des résultats des élections ont été réprimées dans le sang. Il y a eu mort d'hommes. Des dizaines de militants démocrates membres du P.A.D.S. ont été injustement condamnés à des peines de prison ferme pour « incitation à l'abstention de vote »....

Bref, le vrai visage de la démocratie façon Makhzen est

apparu de nouveau au grand jour.

LE PRIX DE « L'ALTERNANCE »

Si les élections législatives aboutissent à la même configuration politique que celle des communales, la Koutla ne pourra prétendre à la fameuse alternance. De plus, de graves dissensions sont apparues entre ses différentes composantes et à l'intérieur de ces composantes elles-mêmes. L'accès au gouvernement étant devenu son unique objectif à court terme, elle s'est laissée aller au pire des concessions :

- Pas de programme électoral ou gouvernemental clairement défini,
- Marchandage en vase clos avec le régime et marginalisation de l'opinion publique et des citoyens,
- Abandon des revendications fondamentales concernant l'amendement de la Constitution dans le sens d'un Etat de droit et chèque en blanc dans ce domaine pour prouver sa bonne foi et gagner la confiance du pouvoir,
- Acceptation de listes électorales truquées, d'un découpage électoral trafiqué de façon flagrante, d'un code électoral réprimant la libre opinion, du scrutin majoritaire à un seul tour favorisant la concurrence directe entre candidats de la même famille politique...
- Caution apportée par avance par le fameux « pacte d'honneur » à l'administration et au tentaculaire ministère de l'intérieur...etc.

Le pouvoir a engrangé toutes ces concessions : autant

d'acquis pour la démocratie façon Makhzen. En contre partie, il faisait miroiter l'alternance en tant qu'objectif pratiquement acquis à la Koutla. Mais les résultats sont là et « les urnes ont parlé autrement ». L'alternance est toujours souhaitée, mais la Koutla doit présenter davantage de concessions... Quitte à reporter les législatives et

prendre le temps nécessaire au dernier round de marchandages en vase clos. Si la Koutla désire toujours gouverner, elle devra s'aligner sans nuance sur les choix fondamentaux et la politique qui sévit depuis l'indépendance. Car pour le Makhzen, l'alternance n'a jamais signifié rien d'autre que le changement d'hommes (et de

ministres jetables et consommables) dans le cadre stricte de la même politique tracée et décidée par le pouvoir absolu. De par sa Constitution, il détient souveraineté et pouvoirs législatif, judiciaire et exécutif. La démocratie façon Makhzen devient alors une simple façade enjolivant de façon avantageuse l'image de marque extérieure... ■

CHRONIQUES D'UNE « CAMPAGNE ÉLECTORALE »

Comme nous l'avons déjà indiqué, la campagne électorale et le déroulement des élections communales ont été entachés de violations et de pratiques contraires aux principes élémentaires de la démocratie. En voici quelques exemples non exhaustifs.

L'un des faits politiques marquants de cette campagne a été la répression systématique dirigé contre quiconque contesterait le caractère arrangé des élections ou émettrait un avis contraire à celui du « consensus » suscité par le pouvoir. Comme la presse internationale en a fait échos, 129 militants du Parti de l'Avant-garde Démocratique et Socialiste ont été arrêtés pour « incitation à l'abstention de vote »... Plusieurs parmi eux ont comparu devant les tribunaux selon l'article 90 du code électoral. Article inique concocté pour la circonstance et voté à l'unanimité par tous les partis représentés au parlement : « gauche, droite et centre »...

Les procès arbitraires de ces militants ont connu toutes sortes de violation du droit. Des peines de prison ferme allant jusqu'à 5 mois et 10.000 Dh d'amende ont été prononcées pour délit d'opinion. Dans plusieurs centres de détention, violence et torture ont été monnaie courante pour faire signer aux détenus des procès verbaux qu'ils n'ont même pas lus. A Beni Mellal par exemple, où comparaissaient 21 militants du P.A.D.S. devant la Cour d'Appel, la salle d'audience a été investie par les forces de répression pour passer à tabac les citoyens venus nombreux pour assister à la séance et marquer leur solidarité avec les détenus. Bouchra El Askari, avocate, militante du P.A.D.S. et responsable de l'Association Marocaine des droits de l'homme a été

incarcérée pour le même motif de Boycott des élections et séparée de son bébé de 7 mois... Sidi Bettache (près de Casablanca) et Aït Ishak ont connu des manifestations de protestation contre les résultats manifestement truqués des élections locales. Les forces de répression sont intervenues pour disperser cette manifestation pacifique à coups de gourdin comme à l'accoutumée. Plusieurs citoyens ont été blessés ; d'autres arrêtés, présentés devant les tribunaux et condamnés à des peines allant jusqu'à 2 ans de prison ferme !...

CRIMES ET VIOLENCES

Alors que la « campagne électorale démocratique » battait son plein, Mounacir Abdellah, dirigeant syndicaliste connu au niveau national, membre de la gauche de l'USFP puis membre du PADS, a été enlevé par la police secrète, assassiné puis jeté dans un bassin du port d'Agadir. Les conditions de son assassinat demeurent non élucidées à ce jour et les assassins courent toujours. La famille Mounacir subit quotidiennement de la part de la police toutes sortes de menaces et d'intimidations pour étouffer l'affaire, et renoncer à la vérité sur l'assassinat de leur fils, démocrate martyr.

Dans plusieurs circonscriptions, les milices des candidats ont sévi au grand jour sous le regard complice de l'administration. Une autre façon

de concevoir la neutralité de l'Etat censé sauvegarder la paix civile et la quiétude des citoyens.

Des candidats ont été enlevés et passés à tabac ou battus à mort par les hommes de main des candidats concurrents... Mr. Hanafi Mohammed a ainsi trouvé la mort à Agadir. Mr. EL Amarti Nour Eddine, frère du candidat de l'U.S.F.P. dans la région de Meknès a été assassiné de la même manière, de même que Abdelaziz Foudoulu, militant actif du Parti de l'Istiqlal.

A Marrakech, l'élection du président du Conseil municipal a connu des événements débordants de signification. Dès le début de la séance électorale, un fonctionnaire de la municipalité disposa l'urne et uniquement les bulletins de vote du candidat de l'administration M Jasouli (Droite) qui n'a même pas pris la peine de se porter officiellement candidat. Devant les protestations énergiques et bruyantes des élus du Parti de l'Istiqlal, le Gouverneur de Marrakech qui assistait à la séance (?) a fait appel aux forces de répression pour arrêter Mme El Assimi, Mr Boucetta (fils du président du parti de l'Istiqlal) et Mr. Omar Abounour, tous membre du parti de l'Istiqlal et membres élus du Conseil municipal. Mme El Assimi, par ailleurs professeur et poétesse connue, a passé la nuit au poste de police. Elle a été maintenue en garde à vue avec ses camarades, pendant que Mr Jasouli se faisait élire président du Conseil Municipal de Marrakech !... Une façon bien subtile de conquérir la majorité : il suffit tout simplement de maintenir ses adversaires en détention, le temps d'une élection... Cela étant dit, les élus du parti de l'Istiqlal n'ont pas été dans leur totalité exempts de pratiques anti-démocratiques diverses et variées.

ARGENT SALE ET CORRUPTION GÉNÉRALISÉE...

En plus de ces événements graves, la caractéristique générale de cette « campagne électorale » demeure la corruption généralisée suscitée et encouragée par l'administration et pratiquée de façon éhontée par tous les partis politiques qui ont participé aux élections. L'achat de voix (dernière cotation : 100 DH...) a été une pratique courante. L'argent sale de la drogue a coulé à flots.... Pire encore, des voix ont été rétribuées directement par des doses de drogue !... L'élection des présidents de Conseil s'est négociée au Million de DH par voix de membre de Conseil. Dans plusieurs circonscriptions, les élus minoritaires de tel ou tel parti ont accédé à la présidence par achat des voix de leurs adversaires !... Un parti « de gauche » a hérité d'une présidence de Conseil, alors qu'il ne disposait pas plus de 8 voix sur plus de trente...

Crimes, violence, procès arbitraires, pensée unique et répression de tout avis contraire, argent sale, marchandages, achat de voix, corruption généralisée : peut-on dans ces conditions parler d'élections démocratiques ?

Certes, la situation au Maroc est bien meilleure que celle de l'Algérie où sévit barbarie et guerre civile d'un autre temps, de même que sévissent guerres, dictatures et famines dans d'autres contrées. Mais le peuple marocain est fatigué de cet argument relativiste, alibi de toutes les convoitises et les raisons d'Etat. La démocratie et les droits de l'homme dans leur totalité sont ce qu'il sont ; et notre peuple ne peut se suffire d'une démocratie mutilée ni de « droits de l'homme sous-développés ». ■

29 Octobre 1997

32^{ème} anniversaire de l'enlèvement et de l'assassinat de Ben Barka

**Le corps de Guévara est à Cuba ; où est celui de son
compagnon de lutte Mehdi Ben Barka ?**

Continuons à réclamer la vérité, toute la vérité sur ce crime odieux